

les quatre pages supprimées du témoignage de l'amiral Landymore, afin qu'ils puissent bien comprendre la question.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

LA RECHERCHE

L'OPPORTUNITÉ D'UNE MAJORATION DE L'AIDE FÉDÉRALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Étant donné l'inquiétude soulevée dans les milieux de la recherche médicale et de la recherche scientifique quant à l'intention du gouvernement de réduire les subventions destinées à la recherche, le premier ministre serait-il en mesure, soit aujourd'hui soit à une date rapprochée, de dire à la Chambre si le programme de réductions des dépenses, dont a parlé le ministre des Finances, le 8 septembre, a été modifié.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député se souviendra—il ne peut manquer de le faire parce qu'il m'en a parlé lui-même tout à l'heure au déjeuner—que je lui ai écrit à ce sujet le 12 octobre, en lui signalant que les subventions destinées à la recherche médicale seraient augmentées et non réduites, au cours de la prochaine année, et l'augmentation sera même, je crois, appréciable. La politique de réduction des dépenses du gouvernement qui a été annoncée signifie en l'occurrence que le relèvement de ces subventions sera moins important que le gouvernement ne l'aurait voulu. Comme je le disais à mon honorable ami tantôt nous espérons être en mesure avant longtemps de combler cette lacune.

M. Knowles: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre pourrait-il bientôt dire à la Chambre d'une façon plus précise à combien s'élève cette augmentation? Il sait sans doute que ces généralités sont encourageantes, mais nous aimerions entendre quelque chose de plus précis.

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, les généralités qu'on entend souvent à l'appel de l'ordre du jour se précisent lors de l'étude des crédits.

LA DÉFENSE NATIONALE

LES MARITIMES—LES RÉPERCUSSIONS DU PROGRAMME D'UNIFICATION DES BASES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert C. Coates (Cumberland): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question

au premier ministre. Vu la situation grave qui découle du projet d'unification des bases appliquées présentement par le ministre de la Défense nationale, et au nom de tous les députés conservateurs progressistes de la Nouvelle-Écosse, j'aimerais demander au premier ministre s'il convoquera le plus tôt possible une conférence des premiers ministres des provinces Maritimes pour les mettre au courant des répercussions éventuelles du programme d'unification des bases militaires sur l'économie de ces provinces.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale a déjà tranché cette question.

M. Coates: Une question supplémentaire au premier ministre. Étant donné que l'économie des Maritimes dépend dans une certaine mesure des 300 millions de dollars que rapportent annuellement les bases militaires situées dans la région, le premier ministre devrait songer à rencontrer les premiers ministres de ces provinces pour leur faire connaître ce qu'il en sera.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député invoque maintenant un argument.

LA PÊCHE

LES COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A la lumière d'entretiens récents, a-t-il un rapport à faire à la Chambre sur les négociations en cours en vue d'établir une limite de 12 milles, et indiquera-t-il où en est le projet d'établissement des coordonnées géographiques dont seront tirées les lignes de base définissant nos eaux territoriales et nos zones de pêche?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, pour permettre au gouvernement de tracer au plus tôt les lignes droites de base, lundi dernier, nous avons eu des entretiens. Comme je l'ai signalé à mon honorable ami ce jour-là, l'équipe de négociateurs des États-Unis devait faire parvenir une contreproposition que nous étudions en ce moment.

M. Frank Howard (Skeena): Puis-je poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Sans tenir compte de l'avantage qu'une solution représenterait pour les pêcheurs du Canada, consentirait-il à activer ces